

Politique des taux d'intérêt

Depuis, l'une des personnes nommées cette année au Conseil de développement de l'industrie cinématographique canadienne par le ministre des Communications (M. Fox) a démissionné à cause d'un conflit d'intérêts qui n'avait pas été signalé au moment de sa nomination. En outre, le président de la Société a lui-même indiqué que certains clients de son cabinet d'avocats qui travaillent dans l'industrie cinématographique présentent des demandes de subventions à la Société et qu'il en tire certains avantages financiers justement parce qu'il s'agit de clients de son cabinet.

Cette question est d'autant plus importante que le mandat du président de la Société se termine à la fin de ce mois-ci et que, si le gouvernement attend davantage, il aura démissionné avant que j'obtienne une réponse à ma question.

Étant donné qu'on m'a plusieurs fois garanti à la Chambre que j'obtiendrais une réponse, le secrétaire parlementaire peut-il me la donner dès maintenant?

M. Evans: Madame le Président, je n'étais pas à la Chambre quand le député a interrogé le président du Conseil privé (M. Pinard) à ce sujet la semaine dernière. Nous nous sommes renseignés. Nous savons que la réponse est en train d'être rédigée, mais nous ne l'avons pas encore reçue. Je pense cependant que le député obtiendra sa réponse dans un très bref délai.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 58 DU RÈGLEMENT—
MOTION DE CENSURE—LA POLITIQUE DES TAUX D'INTÉRÊT

M. Edward Broadbent (Oshawa) propose:

Que la Chambre blâme le gouvernement de suivre une politique des taux d'intérêt établie par Washington et de ne pas tenir la promesse faite au Canadiens dans le discours du trône où il a déclaré qu'il reconnaît la nécessité de protéger les Canadiens que frappent le plus durement des taux d'intérêt inacceptables.

—Madame le Président, nous avons entendu au cours de la dernière heure deux déclarations importantes. La première a révélé aux Canadiens que notre pays est aux prises avec le taux d'intérêt le plus élevé de son histoire, soit plus de 19 p. 100. La seconde, c'est le premier ministre (M. Trudeau) lui-même qui l'a formulée un peu plus tôt en réponse à une question que je venais de lui poser au sujet précisément de ces taux d'intérêt. Le premier ministre a en effet dit, qu'à son avis, les députés néo-démocrates posent toujours les mêmes questions à propos des taux d'intérêt. Par votre entremise, madame le Président, je tiens à lui dire que si les députés néo-démocrates posent toujours les mêmes questions à propos des taux d'intérêt, c'est qu'ils sont toujours aussi élevés. Ils ne baissent pas. Les Canadiens nous posent sans cesse des questions et nous continuerons nous-mêmes d'en poser au gouvernement tant que celui-ci ne modifiera pas sa politique relative aux taux d'intérêt élevés.

En appliquant la politique des taux d'intérêt élevés établie par Washington, les Libéraux démontrent qu'ils se désintéres-

sent des problèmes qui se posent pour les travailleurs et les travailleuses du Canada. Ils démontrent qu'ils sont insensibles aux difficultés qu'éprouvent les propriétaires ou ceux qui aspirent à le devenir. Ils démontrent qu'ils ne se soucient guère non plus des difficultés des exploitants de petites entreprises, qui cherchent à leur donner de l'expansion, et qui espèrent obtenir à bon compte des banques l'argent nécessaire à cette fin. Ils démontrent qu'ils font fi enfin de nos agriculteurs et de nos pêcheurs qui comptent sur des emprunts à des taux raisonnables. En bref, la politique des taux d'intérêt élevés du parti libéral du Canada ne tient nullement compte des intérêts de la grande majorité des Canadiens.

Inutile de le cacher, la politique des libéraux en ce domaine ne repose que sur deux intérêts. En premier lieu, le gouvernement entend par cette politique continuer à accorder des bénéfices scandaleusement élevés aux banques et aux autres institutions de prêt du Canada. En deuxième lieu, il s'agit d'une politique aveuglément liée au principe économique erroné selon lequel notre politique des taux d'intérêt élevés doit être conçue à Washington et non à Ottawa. Je reviendrai sur ce point dans un moment.

Prenez d'abord les Banques. Les bénéfices réalisés par nos sept banques à charte au cours du premier trimestre de 1981 ont dépassé en moyenne de 58.3 p. 100 les bénéfices réalisés l'année dernière au cours de la même période. Ainsi, chaque nouvelle hausse des taux, comme celle d'aujourd'hui, provoque dans les sièges sociaux des Banques, malgré les difficultés supplémentaires que cela occasionne aux Canadiens, des cris de joie qui résonnent d'un bout à l'autre des corridors. Malgré cela, les libéraux conservent ce qu'il convient de qualifier d'une attitude doctrinaire dans le domaine monétaire. Pendant que Washington les fait tourner en rond, ce sont les travailleurs et les travailleuses du Canada qui attrapent le vertige à cause de l'instabilité économique qui est l'œuvre des libéraux.

Malgré les preuves indéniables que nous avons, qu'elles nous viennent des États-Unis, du Royaume-Uni ou de gouvernements conservateurs précédents, les libéraux persistent à suivre une politique impossible à justifier par une étude rationnelle des faits. Même l'ancien ministre des Finances Walter Gordon dit au ministre des Finances actuel (M. MacEachen), un de ses anciens collègues du parti libéral, que sa folie monétaire a assez duré. Je suis sûr que M. Gordon a raison.

Examinons un peu ses arguments. Il demande au gouvernement «d'intervenir dans les plus brefs délais pour éviter à d'autres personnes d'avoir à vendre leur maison et pour éviter la faillite à la plupart des petites entreprises». D'après lui, la politique actuelle qui consiste à maintenir les taux d'intérêt à un niveau élevé aggrave l'inflation au lieu de l'enrayer. Il dit que l'attitude actuelle des banques nuit aux gens et qu'au lieu de résoudre le problème elle ne fait que l'exacerber. Je tiens à dire et je suis sûr de parler non seulement au nom des Néo-démocrates à la Chambre mais au nom de tous les Canadiens, que M. Gordon a sûrement raison. Je dis que c'est parce que le gouvernement n'a pas réussi à forcer les banques à réduire leurs taux d'intérêt que le Canada est aux prises avec ses difficultés actuelles. Il faut changer de politique sur-le-champ.